

MAIRIE
42590 SAINT-JODARD



ARRÊTÉ MUNICIPAL

portant autorisation de stationnement n°1
d'un véhicule taxi sur la commune de Saint-Jodard

Le Maire de la commune de Saint-Jodard

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-2, L. 2213-33 et L. 5211-9-2 ;

VU le code de la route ;

VU le code des transports ;

VU le décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes ;

VU l'arrêté préfectoral 23DDPP/2023 relatif à l'activité taxi ;

VU le contrat de location-gérance conclu entre M Monsieur Ossedat Alexandre société FS2A et la société ALF-GAR, immatriculée 492660444 RCS ROANNE, titulaire de l'autorisation de stationnement n°1 située sur la commune de Saint-Jodard, et signé le 05/10/2023,

ARRÊTÉ

Article 1^{er} – La société société ALF-GAR immatriculée 492660444 RCS ROANNE dont le représentant légal de l'entreprise est M/Mme BELLONI Alexandre est autorisé(e) en tant que titulaire de l'ADS 1 à faire stationner un véhicule taxi sur la voie publique de la commune de Saint-Jodard. Cette ADS est exploitée par Monsieur Ossedat Alexandre société FS2A conformément au contrat de location-gérance visé dans le présent arrêté.

Article 2 – Le véhicule autorisé sur cet emplacement de stationnement est le suivant : Véhicule de la marque skoda, modèle octavia, dont le numéro d'immatriculation est GR-891-QC.

Article 3 – Toute modification intervenant dans l'exploitation du véhicule taxi devra être notifiée dans les meilleurs délais à l'autorité compétente.

Toute modification dans l'exploitation de l'ADS doit faire l'objet d'une information préalable à l'autorité compétente.

Article 4 - Le titulaire de l'autorisation devra fournir à l'autorité compétente, chaque année et à chaque changement de véhicule, une copie du justificatif d'assurance prévue à l'article R 211-15 du code des assurances.

Article 5 – En application de l'article L. 3124-1 du code des transports, si la présente autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue, ou en cas de violation grave ou répétée par son titulaire du contenu de cette autorisation ou de la réglementation applicable à la profession, l'autorité municipale peut donner un avertissement au titulaire de cette autorisation ou procéder à son retrait temporaire ou définitif.

Article 6 – En application de l'article R. 3121-2 du code des transports, en cas d'immobilisation d'origine mécanique ou de vol du véhicule ou de ses équipements spéciaux, le taxi peut être remplacé, temporairement, par un véhicule disposant des équipements énumérés à l'article R. 3121-1 du code des transports. L'autorisation de stationnement et la plaque portant le numéro de l'autorisation sont celles du taxi dont le véhicule prend le relais.

Article 7 – Monsieur le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au titulaire de l'autorisation de stationnement et adressé en copie à la préfecture et à la direction départementale de la sécurité publique / à la brigade de gendarmerie concernée.

Article 8 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Fait à Saint-Jodard, le 26 octobre 2023,

Le Maire de Saint-Jodard,

Dominique RORY

